LES RAPPORTS DES PARLEMENTS NATIONAUX AVEC LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE, Y COMPRIS PAR RAPPORT AUX TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE POUR LA RÉVISION DU TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Président Antonio Ruberti a introduit le débat sur le premier thème de la Conférence en établissant le bilan de la situation et en cherchant à distinguer, d'une part, " les points acquis " lors des COSAC précédentes, et, d'autre part, les points restant à débattre. Il a considéré que le point de départ de cette discussion devait être la déclaration n° 13 annexée au Traité de Maastricht, dont il rappelle le contenu. S'agissant de l'amélioration des relations entre un Parlement et son Gouvernement, il a souligné la nécessité d'assurer une transmission rapide et complète des projets d'actes communautaires aux parlements nationaux. Selon lui, les conclusions de Turin permettent de considérer ce point comme acquis.

La deuxième question a trait à l'éventualité d'une action collective des parlements nationaux. Il a rappelé que les premières propositions françaises, présentées lors de la COSAC de Paris les 27 et 28 février 1995, n'avaient pas réuni un consensus et que le problème se posait aujourd'hui autrement, avec la question de la participation des parlements nationaux à la négociation de la CIG, ainsi que l'amélioration de la collaboration interparlementaire sur la mise en œuvre des politiques communautaires pouvant, par exemple, soulever le problème de la subsidiarité. Une troisième question se pose sur le rôle des parlements nationaux dans le cadre des piliers intergouvernementaux, rôle qui pourrait être différent de celui qui leur est reconnu pour le premier pilier, en raison de la nature même des matières traitées.

M. Jimmy Hood (Royaume-Uni) a regretté que le problème de l'embargo sur la viande bovine exportée du Royaume-Uni vers l'Union ait porté tort aux relations entre le Royaume-Uni et ses partenaires et a espéré que cette situation ne se reproduira plus à l'avenir.

Il a rappelé qu'il appartient aux parlements nationaux de ratifier les résultats de la CIG et a considéré que les déclarations ou autres engagements précédemment pris à l'égard des parlements nationaux n'avaient que peu d'importance, si l'on en juge par leur application dans les faits. Soulignant l'attachement des parlements nationaux à un meilleur fonctionnement et à une plus grande transparence de l'Union, il a souligné un paradoxe : le Traité de Maastricht, qui aurait dû rapprocher l'Europe des citoyens, les en a, au contraire éloignés, avec, notamment, la création de piliers intergouvernementaux où les exécutifs détiennent des pouvoirs considérables. Il a donc souhaité une démocratisation accrue de l'Union dans la perspective d'un futur traité, en soutenant l'idée que soit introduit un délai d'examen minimum entre la transmission et l'adoption des projets d'acte communautaire, permettant aux parlements nationaux de les examiner. Il a noté que cette idée était d'ailleurs soutenue par de nombreux autres Parlements. S'agissant de la transparence de l'Union, il a souhaité qu'une simplification du processus d'élaboration des projets communautaires, ainsi que le maintien d'un contrôle sur la Commission européenne, en étroite collaboration avec le Parlement européen, mais dans le respect des compétences de chacun.

A propos de l'avenir de la COSAC, il s'est félicité du travail accompli par le Parlement français, qui a suggéré des propositions de réforme intéressantes. Cependant, il s'est interrogé sur certains aspects pratiques de ces propositions, en se demandant, notamment, quelle pouvait être la représentativité

des membres d'une COSAC rénovée, quels en seraient les domaines de compétence précis et la fréquence des réunions et s'il était souhaitable de la doter d'un secrétariat permanent. S'interrogeant toujours sur le réalisme de ces propositions, il en a néanmoins souligné l'intérêt et a déclaré que son pays jouerait un rôle " plein et entier " dans le groupe de travail projeté, s'il devait être créé.

Mme Annemie Neyts-Uyttebroeck (Parlement européen) a indiqué qu'elle avait été nommée rapporteur de la Commission institutionnelle de son assemblée sur les relations entre celle-ci et les parlements nationaux. Elle a rappelé le constant attachement des membres de sa commission au rôle des parlements nationaux et a regretté qu'un certain " esprit de concurrence " et non de complémentarité existât entre son Parlement et les autres assemblées. A propos du contrôle parlementaire, elle a estimé que le Parlement européen et les parlements nationaux avaient une responsabilité partagée mais distincte, chacun intervenant sur son propre " terrain ". Dans le domaine des deuxième et troisième piliers, elle a considéré que tous les Parlements devaient rejeter les instruments communautaires informels, tels que les circulaires adoptées à l'issue de " conseils informels ", et obtenir une amélioration des moyens d'application de la déclaration n°13, en demandant, notamment, la reconnaissance d'un délai minimum d'examen pour les parlements nationaux. Elle a estimé que l'essentiel devait être d'exiger la publicité des votes au sein du Conseil. Elle a, enfin, souhaité qu'une éventuelle réforme de la COSAC n'entraîne aucune complication dans le fonctionnement des institutions communautaires.

M. Joel Hasse Ferreira (Portugal) a estimé que la seule question qui doit être posée s'agissant du déficit démocratique au sein de l'Union est celle du rôle des parlements nationaux. Ce rôle doit être distingué à trois niveaux : celui de l'approbation du droit international et du droit dérivé, celui de l'intervention dans le processus de décision communautaire, en fonction des systèmes nationaux propres, et celui de l'insertion des parlements nationaux dans la construction européenne elle-même. S'agissant de ce dernier niveau, se pose, selon lui, une question de fond sur le rôle " particulièrement important qui doit être reconnu aux parlements nationaux ". Il a jugé que ce rôle, qui pourrait être collectif, devait être plus important dans le cadre des deuxième et troisième piliers. Seuls les parlements nationaux peuvent en effet, à ses yeux, conférer la légitimité nécessaire à l'action européenne dans des matières aussi sensibles et de nature intergouvernementale.

Il a également estimé que les parlements nationaux avaient un rôle à jouer dans le contrôle de l'application du principe de subsidiarité, peut-être par la voie de recours auprès de la Cour de justice des Communautés européennes (C.J.C.E.). Sur tous ces sujets, il a souligné qu'il ne s'agissait pas d'empiéter sur le rôle du Parlement européen, mais bien de concilier les efforts conjoints de tous les Parlements de l'Union : au Parlement européen revient ainsi le contrôle de la Commission et les parlements nationaux devraient se voir confier le contrôle " collégial " du Conseil. En conclusion, il a apporté son soutien à la proposition finlandaise de création d'un groupe de travail sur la réforme de la COSAC.

M. Maurice Ligot a remercié le Président Antonio Ruberti pour l'excellente synthèse qu'il a présentée sur le rôle des parlements nationaux. Il a noté que tous les parlementaires nationaux qui étaient intervenus précédemment étaient favorables à un rôle actif des parlements nationaux au sein de l'Union. Il a souligné l'importance de renforcer le contrôle démocratique sur les matières intergouvernementales, aujourd'hui peu ou pas contrôlées, et sur l'application du principe de subsidiarité, dont le contrôle ne doit pas se limiter à une simple intervention juridictionnelle, en raison de la nature hautement politique de ce principe. Il a considéré d'autant plus nécessaire ce nouveau rôle des parlements nationaux que l'on constate, dans tous les pays de l'Union, l'existence

d'un fossé grandissant entre les citoyens et la construction européenne, comme le montre la crise de la " vache folle ", qui a dévoilé une certaine faille dans les institutions communautaires.

Les parlements nationaux, par leur proximité des électeurs, devraient jouer un rôle de relais vis-à-vis de l'opinion publique et de médiation entre la souveraineté nationale et les compétences de l'Union. A côté du rôle " interne " de chaque Parlement, appelé à contrôler la politique communautaire de son Gouvernement, il faut, selon lui, insister sur le rôle collégial ou collectif que devraient remplir les parlements nationaux à travers la COSAC, institution existante, comme le propose la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne. Ce nouveau rôle consisterait à apporter, par la voie d'avis, une appréciation politique sur le respect du principe de subsidiarité et à contrôler les initiatives de l'Union dans le cadre des deuxième et troisième piliers. Le choix de la COSAC, a-t-il souligné, n'entraînerait ni création d'une nouvelle institution, ni alourdissement des mécanismes décisionnels, mais il faudrait sans doute prévoir une plus grande périodicité de ses réunions.

Il a apporté son soutien à la position finlandaise au nom de la délégation française, en soulignant le besoin de donner une efficacité accrue à la COSAC, tant dans son organisation que dans le contenu de ses travaux. Il a estimé souhaitable que soit constitué le groupe de travail proposé, afin que ce groupe élabore des propositions de procédures et de fond pour la prochaine COSAC de Dublin.

M. Antonis Skyllakos (Grèce) a considéré que la réforme de la COSAC devra respecter deux principes directeurs : celui du maintien de l'unanimité comme règle de décision, et celui de la possibilité, pour toutes les délégations, d'être entendues. Il a par ailleurs évoqué le problème de la transmission des documents communautaires au Parlement grec en regrettant l'insuffisance de cette information.

M. Elmar Brok (Parlement européen) a noté le consensus existant sur la nécessaire légitimation du processus démocratique au sein de l'Union. Il a regretté la tendance actuelle à la " dépolitisation " de la CIG, qui semble devenir un exercice " technocratique ", aux dépens de la démocratie. Il a souhaité que les parlements nationaux et le Parlement européen s'accordent pour mieux contrôler les activités de l'Union, en particulier dans ses " zones grises ". Pour les matières du premier pilier, il a souhaité un renforcement de la procédure de codécision. Il a également demandé que le Parlement européen soit mieux entendu dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Le troisième pilier, dans le cadre de la recherche d'une plus grande efficacité, devrait, quant à lui, être partiellement communautarisé.

Il a marqué son désaccord avec certains orateurs précédents, estimant que le principe de subsidiarité avait progressé dans son application grâce, en particulier, aux efforts de la Commission européenne. Il a proposé que les parlements nationaux aient la faculté de saisir la C.J.C.E. lorsque l'application du principe leur paraît contestable.

S'agissant de la possible attribution d'un pouvoir de décision à la COSAC, il a appelé les délégués à plus de réalisme, en soulignant le problème de légitimité et de représentativité que soulèverait cette éventualité, et a considéré qu'une telle réforme serait, soit inutile, soit génératrice de nouvelles frustrations. En revanche, si la réforme a seulement pour objet d'apporter des améliorations techniques, telles que la convocation de la COSAC avant et non après un Conseil européen, il a estimé que cette réforme était possible.

M. Carlos Manuel Encarnação (Portugal) a considéré que les parlements nationaux doivent conserver leurs pouvoirs de contrôle, notamment en se prononçant sur la ratification des conventions qui leur sont soumises, dans les matières relevant du troisième pilier. Selon lui, la question n'est pas celle de la communautarisation de ces matières, mais plutôt celle du principe de libre circulation au sein de l'Union. Les différences des systèmes judiciaires et pénaux entraînent, d'après lui, un affaiblissement de la libre circulation et du sentiment de confiance des citoyens. Devant la lenteur des procédures intergouvernementales, il a souhaité une communautarisation de ces matières, mais en préservant le droit d'intervention et le droit de recours des parlements nationaux.

Le Président Antonio Ruberti, résumant les interventions précédentes, a distingué la question des moyens, dont la COSAC pourrait se doter, avec la proposition de création d'un groupe de travail informel, et celle du rôle, individuel ou collectif, des parlements nationaux.

M. Jurgen Meyer (Allemagne) a noté que le débat en cours illustre la difficulté d'aborder, dans l'abstrait, la question des relations entre les parlements nationaux et les institutions européennes. Plutôt que de parler de structures et d'instruments, il a considéré qu'il convenait d'étudier les tâches les plus importantes et a estimé, en particulier, nécessaire que l'Union adopte une charte des droits de l'homme, dont il faudrait confier l'élaboration aux parlements de l'Union et non aux gouvernements.

M. Roberto Mezzaroma (Parlement européen) a insisté sur le fait que la CIG doit tenter de réduire la distance qui existe entre le Parlement européen et les parlements nationaux grâce à la mise en oeuvre d'une coopération renforcée, y compris dans une COSAC qui disposerait de compétences propres. Les travaux de la COSAC pourraient être valorisés par la présence des partis politiques européens. Il faut, en tout état de cause, encourager les rencontres entre commissions homologues du Parlement européen et des parlements nationaux afin d'aboutir à des positions coordonnées. Malgré les difficultés pratiques, il conviendrait qu'une journée par mois soit réservée à ces rencontres.

M. Ove Fich (Danemark) a émis des réserves quant à l'augmentation des pouvoirs de la COSAC ; les parlements nationaux ne doivent pas espérer pouvoir récupérer par ce biais les pouvoirs qu'ils ont perdus au plan national. Le déficit démocratique doit, en réalité, être comblé par les parlementaires dans le contrôle de leur propre gouvernement. La COSAC a un autre rôle, qui est de fournir des informations sur les conditions nationales du contrôle de la construction européenne, sur l'amélioration de la transmission des documents européens et sur les échanges d'informations de nature politique. La COSAC présente surtout l'avantage d'être le seul organe de représentation des différents partis politiques des Etats membres. Elle devrait donc servir à la mise en place d'un véritable réseau européen entre parlementaires. De son point de vue la proposition finlandaise tendant à l'amélioration du fonctionnement de la COSAC est raisonnable.

M. Erkki Tuomioja (Finlande) a estimé que la question du contrôle démocratique de la construction européenne est fondamentale. Il faut par conséquent renforcer le rôle des parlements nationaux dans le contrôle des décisions prises par les gouvernements dans le cadre du Conseil. Des amendements à la Constitution finlandaise ont été adoptés dans ce sens, afin qu'il soit possible de savoir ce qui se passe dans les Conseils - formels ou informels -, dans le pilier communautaire comme dans le troisième pilier. S'il convient de renforcer le rôle des parlements nationaux, il ne faut pas pour autant l'inscrire dans le traité, mais dans la constitution de chaque pays. Il revient ainsi

aux Etats membres d'interpréter la subsidiarité selon les procédures propres à chaque pays ; le recours devant la Cour de justice ne s'impose donc pas. Pour améliorer le fonctionnement de la COSAC un groupe de travail serait utile ; mais il ne devrait pas conduire à une institutionnalisation de celle-ci ; il devrait cependant permettre un meilleur suivi et une meilleure préparation des réunions.

M. Berit Löfstedt (Suède) s'est déclaré en faveur de la création d'un groupe de travail qui permettrait d'améliorer le fonctionnement de la COSAC. Il convient de mieux préparer ses travaux et ses ordres du jour. Il faut créer des réseaux d'informations parlementaires permettant l'organisation de rencontres informelles. Les parlements nationaux ont besoin de moyens d'information et de moyens d'action, notamment dans le domaine du troisième pilier. Mais pour ce faire, ils ont besoin de documents en temps utile. Ils doivent donc être correctement informés pour pouvoir agir. Par ailleurs la subsidiarité est une question politique. Les parlements doivent fournir des avis à leurs gouvernements en la matière et la COSAC pourrait en discuter.

M. Josef Cap (Autriche) a estimé que les problèmes doivent être réglés au plan national, et non pas au sein de la COSAC. De son point de vue, la discussion sur la structure de cet organe n'a pas de sens, car les questions ne sont pas d'ordre politique, mais seulement pratique. La COSAC doit traiter de thèmes politiques importants et coordonner les travaux des parlements nationaux. Le débat pourrait se conclure sur la base d'une proposition écrite de la délégation finlandaise.

M. Yves Guéna a insisté sur le fait que, depuis le traité de Maastricht, il est clair qu'il faut remédier à l'insuffisance de démocratie dans le fonctionnement de l'Union européenne. Or, la démocratie ne peut se trouver que dans les parlements nationaux. Ceux-ci possèdent en outre la clé de la ratification du futur traité européen. Dans ces conditions, la non-ratification du traité serait la pire des complications institutionnelles, certainement plus grande que celle évoquée par certains intervenants qui excipaient de cet argument pour exclure les parlements nationaux. A côté de l'intervention individuelle des parlements vis-à-vis de leur gouvernement, il existe donc une possibilité d'intervention collective des parlements nationaux, comme l'ont mentionné les Conseils européens de Turin et, plus récemment encore, de Florence. Si les déclarations diplomatiques ont un sens, cela signifie que la COSAC est tenue d'apporter une contribution à la CIG sur le rôle collectif des parlements nationaux. Il ne faut pas caricaturer la position française qui n'est pas de créer une nouvelle chambre. La question est de savoir comment institutionnaliser la COSAC à la place de la déclaration n° 13 annexée au traité de Maastricht. Il est donc souhaitable de constituer le groupe de travail proposé par la délégation finlandaise, dont les conclusions pourront être examinées par la COSAC de Dublin.

M. Norbert Wieczorek (Allemagne) a insisté sur le contrôle parlementaire qui s'organise, d'une part autour des parlements nationaux pour le contrôle des gouvernements, d'autre part du Parlement européen pour le contrôle des institutions européennes. Dans ces conditions le rôle de la COSAC est d'échanger des informations entre les parlements (par exemple en matière de droits fondamentaux) et d'obtenir des informations européennes (comme par exemple sur le déroulement de la CIG). Mais la COSAC ne peut prétendre devenir une sorte de parlement car, de toute manière, elle n'est pas représentative. La délégation allemande n'est pas toutefois opposée à la constitution d'un groupe de travail, à condition qu'il limite ses travaux à l'amélioration du fonctionnement pratique de la COSAC.

M. Kent Kirk (Danemark) a indiqué que sa délégation appréciait la proposition de la délégation

française, mais qu'à l'inverse elle ne partage pas la position de la délégation autrichienne. Il est temps que les parlementaires représentent mieux leurs concitoyens dans la construction européenne. Il est donc important de savoir comment mieux faire fonctionner la COSAC. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle institution, mais de permettre aux parlements nationaux de trouver une solution à leur besoin d'intervention collective sur les questions européennes. C'est d'ailleurs la tâche qui leur a été fixée par le Conseil européen. C'est à eux, et non à la Commission ou au Parlement européen de dire si une mesure doit être prise au plan communautaire ou au plan national. C'est donc à la COSAC de décider collégalement en matière de subsidiarité. Il faut donc mieux organiser ses travaux et faire une proposition en ce sens à la CIG.

M. Guillermo Martinez (Espagne) a reconnu le travail important effectué par la COSAC. Mais la COSAC ne doit pas chercher à se substituer au Parlement européen. Elle doit simplement renforcer son action avec les moyens actuels dont elle dispose. Il faut également revoir le rôle que peuvent jouer les partis politiques européens. Par exemple la délégation espagnole est très bien informée grâce au Parti populaire européen (P.P.E.). Les partis politiques doivent donc être renforcés au plan européen. Si l'opinion devient critique vis-à-vis de l'Europe, c'est surtout parce que le contexte a changé depuis le traité de Maastricht.

Mme Yvonne Van Rooy (Pays-Bas) a estimé que, s'il convient de renforcer le rôle des parlements nationaux, en revanche il ne faut pas créer de nouvelle institution européenne. Il faut cependant améliorer les procédures et favoriser la transparence, car il y a manifestement un manque de démocratie dans le fonctionnement de l'Europe. La conférence intergouvernementale offre une opportunité pour cette amélioration des procédures, qui sont trop souvent le domaine des experts. La délégation néerlandaise rejoint la position des délégations espagnole, autrichienne et allemande au regard de la constitution du groupe de travail de la COSAC. Elle soutient cependant la position de la délégation française quand celle-ci souhaite renforcer le rôle des parlements nationaux. Il conviendrait de travailler sur la base d'un document écrit de la délégation finlandaise, auquel les délégations pourraient répondre également par écrit. La Troïka de Dublin pourrait alors faire des propositions à la COSAC. Dans les matières du troisième pilier, il est certain qu'il y a un besoin de concertation mutuelle et on pourrait envisager que la COSAC se réunisse en réunion spéciale avec les parlementaires concernés par ces questions.

La **délégation du Luxembourg** a fait savoir, par lettre en date du 5 juin 1996, qu'elle s'est prononcée en faveur de la création d'un groupe de travail de la COSAC pour améliorer son fonctionnement.

M. Alessandro Bergamo (Italie) s'est préoccupé de l'efficacité des interventions des fonds structurels dans les régions périphériques. Il faut renforcer le rôle des parlements nationaux et du parlement européen. La COSAC permet des échanges d'informations utiles et des contacts personnels.

M. Peter Eriksson (Suède) s'est déclaré en faveur du renforcement des contrôles des parlements nationaux sur leurs gouvernements. Le traité doit être modifié afin que la discussion parlementaire intervienne avant la décision du Conseil. Il faut plus de transparence afin de permettre une meilleure participation des citoyens.

M. Charles Ferdinand Nothomb (Belgique) a résumé les réponses apportées par les délégations aux trois questions posées par le président. Il faut tout d'abord un meilleur contrôle des parlements

nationaux sur leurs gouvernements. Pour l'action collective des parlements nationaux, il ne faut pas créer de mécanisme supplémentaire, mais il faut avoir la possibilité d'obtenir collégalement des informations directes auprès des institutions communautaires, de même qu'il faut une information réciproque entre les parlements nationaux et entre parlements nationaux et parlement européen. Enfin, il est souhaitable de créer un groupe de travail de la COSAC pour mieux organiser ses travaux, mais sans création d'une structure supplémentaire. La Troïka devrait prendre l'initiative de la création de ce groupe de travail qui pourrait être composé d'un délégué par pays.

Mme Nicole Catala a estimé que la COSAC est confrontée à la question de son existence même. Si elle n'est pas capable de fournir une réponse à l'invitation que lui a faite le Conseil européen de Turin ni de s'adapter aux nouvelles exigences européennes, alors elle n'a plus de raison d'être. A tout le moins, il convient de créer un groupe de travail chargé d'améliorer son fonctionnement. Il faut redéfinir son rôle en tant qu'organe d'échange d'informations et de contrôle de la subsidiarité. La COSAC doit également être un lieu de discussion politique pour les matières des deuxième et troisième piliers. La COSAC a l'obligation de s'adapter, sinon elle aura failli à l'attente des citoyens.

M. Franz Peter Basten (Allemagne) a soutenu la position de la délégation néerlandaise. Renforcer institutionnellement la COSAC irait à l'encontre de la nécessaire simplification des organes de l'Union. Les difficultés du débat viennent des conceptions différentes à la fois sur le rôle de l'Europe et sur celui de la COSAC. Il faut donc affirmer clairement ce qui relève de l'Union et ce qui relève des Etats. Il faut se mettre d'accord sur la subsidiarité dans le cadre des institutions existantes.

Lord Middleton (Royaume-Uni) a estimé nécessaire la création d'un groupe de travail de la COSAC. Ce qu'elle ne peut pas être : un organe de décision politique, car les participants ne sont pas les représentants des organes spécialisés des assemblées. Ce qu'elle peut être : un lieu d'échange d'idées et de points de vue qui permet, en particulier, d'apprendre de ceux qui ont déjà une expérience de la construction européenne.

Le Président Antonio Riberti a estimé que le débat avait permis de cerner les principaux problèmes posés par le rôle des parlements. Il est clair qu'il faut renforcer et améliorer les rapports entre les parlements nationaux et leurs gouvernements respectifs ; des améliorations ont eu lieu ; il convient de les poursuivre et sans doute de réviser dans ce sens la déclaration n° 13 annexée au traité. Un consensus existe également pour renforcer la coopération entre les parlements nationaux et le parlement européen. Du point de vue du rôle collégial des parlements, certains pensent qu'il faut améliorer les échanges de vue, ce qui revient à soutenir le rôle de la COSAC (notamment en améliorant son fonctionnement - calendrier et ordre du jour -). La délégation française a soulevé une autre question, qui est l'implication de la COSAC dans le contrôle de la subsidiarité et des affaires des deuxième et troisième piliers. Il s'agit d'un rôle nouveau pour la COSAC qui interviendrait de manière consultative. La question est à approfondir. Pour le président, la demande de création d'un groupe de travail doit être examinée par la Troïka qui est chargée de la préparation de l'ordre du jour de la COSAC de Dublin.

M. Maurice Ligot a estimé que cette suggestion n'était pas une réponse aux questions posées, car la *Troïka* n'est pas en mesure de faire un travail de réflexion sur l'avenir de la COSAC.

M. Charles-Ferdinand Nothomb (Belgique) a suggéré que la Troïka organise des réunions de travail auxquelles pourraient participer les délégations qui le souhaitent.

M. Michael Ferris (Irlande) a indiqué, en sa qualité de prochain président de la COSAC, que la *Troïka* produira un document de travail sur la base duquel seront organisées des consultations par voie écrite ou sous d'autres formes appropriées. La délégation irlandaise ne peut s'engager sur la convocation de réunions supplémentaires au titre d'un groupe de travail.